

L'Apocalypse de notre temps

HENRI ROLLIN

L'Apocalypse de notre temps

LES DESSOUS DE LA PROPAGANDE ALLEMANDE
D'APRÈS DES DOCUMENTS INÉDITS

Précédé de

Le Faux et son usage

par GÉRARD BERRÉBY

IDEM • VELLE



AC • IDEM • NOLLE

EDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e

2005

LE FAUX ET SON USAGE

*Les arguments font couler la sueur,
les preuves, elles, font couler le sang.*
Shakespeare, *Jules César*

PUBLIÉ anonymement à Bruxelles en 1865, le *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu* - “manuel ironique de fourberie et de duplicité” - parvint en France en contrebande pour être diffusé sous le manteau. La police de Napoléon III saisit aussitôt le tirage. L’auteur - Maurice Joly, né en 1829 et avocat caustique au barreau de Paris - fut rapidement identifié et arrêté. Sans doute les correspondants de l’Okhrana (police secrète russe) à l’étranger firent-ils parvenir à Saint-Pétersbourg le pamphlet de Joly.

En 1921, un ancien propriétaire russe émigré à Constantinople, monarchiste constitutionnel d’opinion, orthodoxe de confession, ayant des relations en Angleterre et qui s’intéressait à la question juive autant qu’elle pouvait concerner la Russie, acheta un lot de vieux livres à un ancien officier de l’Okhrana, lui aussi réfugié. Le *Dialogue aux Enfers* faisait partie du lot. Cet homme lettré ne manqua pas d’être surpris à la lecture de cet ouvrage par de troublantes similitudes avec un autre livre déjà célèbre en Russie, du moins dans les cercles antisémites : les *Protocoles des Sages de Sion*. Il fit part de sa découverte à Philip Graves, alors correspondant du *Times* à Constantinople. Ce dernier mena l’enquête et le *Times* publia, en août 1921, une série d’articles, d’une rigueur incontestable, qui démontra pour la première fois la supercherie : ce livre, l’un des plus vendus et traduits au monde après la Bible, était un faux. Son ou ses rédacteur(s) avaient abondamment plagié le *Dialogue aux Enfers*. Comble d’ironie, le *Times* avait, un auparavant, publié un éditorial, “The Jewish Peril”, qui s’inquiétait des révélations contenues dans les *Protocoles* sans toutefois aller jusqu’à douter de leur authenticité et de leur bien-fondé. De quelque façon qu’ait pénétré en Russie le *Dialogue aux Enfers* de Joly, quelles que fussent les conditions dans lesquelles cet ouvrage a été utilisé pour fabriquer

les *Protocoles*, que ceux-ci aient été rédigés à Saint-Petersbourg, ou plutôt à Paris, comme tout semble l'indiquer, la comparaison de quelques passages caractéristiques des deux textes, telle que celle à laquelle s'attela Henri Rollin dans *L'Apocalypse de notre temps*, ne peut laisser aucun doute sur la mystification à laquelle s'est ou se sont livré(s) le ou les auteurs des *Protocoles*. La nature et le dessein du *Dialogue* de Joly sont si limpides qu'ils ne tromperont certainement que ceux qui voudraient se tromper eux-mêmes. Dire une vérité partielle est un mensonge total, procédé propre aux sycophantes et manipulateurs.

Il fallut attendre 1939 et la publication de *L'Apocalypse de notre temps* d'Henri Rollin par les éditions Gallimard, pour que toute la lumière soit faite sur cette mystification mondiale et que soient révélés les dessous de la propagande nazie. Ce livre retrace l'histoire du plus célèbre faux du xx^e siècle, les *Protocoles des Sages de Sion*, texte censé démontrer l'existence d'un complot juif mondial. Fondée sur une documentation rigoureuse et une érudition sans faille, cette enquête débute à la cour du tsar Nicolas II et parcourt toute l'histoire secrète de la première moitié de ce siècle jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler. L'étude de la falsification de l'ouvrage de Maurice Joly y est évidemment centrale, mais Rollin explore bien d'autres aspects de la question et tient véritablement le lecteur en haleine à la façon d'un roman policier, dévoilant les ramifications tortueuses des milieux les plus divers. Des débuts de la révolution bolchevique à l'Amérique de Ford, de l'Allemagne des années trente aux manigances des agents russes à Paris, on croise Edouard Drumont (antisémite notoire et professeur de plagiat), le "mage" Papus et ses pratiques occultes ; on plonge dans les coulisses de l'Alliance franco-russe, ou l'on découvre le double jeu des espions allemands, entre autres affaires sulfureuses.

Dans sa minutieuse analyse de l'utilisation du *Dialogue aux Enfers* par les faussaires des *Protocoles*, Rollin met au jour un procédé que Joly lui-même a prêté à Machiavel dans son ouvrage. Ce procédé qui consiste à parler toutes les langues afin d'en détourner le fleuve n'est pas sans rappeler la fin de la vie de Zénon dans *L'Œuvre au noir* de Marguerite

Yourcenar. A la fin du xvi^e siècle, Zénon, alchimiste et médecin, se voit condamner par l'Eglise à la peine capitale pour impiété savante. Toutefois, sa peine sera levée s'il accepte de remanier ses découvertes scientifiques à l'avantage des institutions religieuses en place. La proposition douteuse qui lui fut faite alors se termine en ces termes : "Vous savez comme moi que tout n'est qu'affaire de direction..." Zénon choisira de se suicider la veille de son exécution.

Le remaniement du *Dialogue aux Enfers* par la police secrète russe sous la forme aboutie des *Protocoles des Sages de Sion* relève du même principe de manipulation. Henri Rollin œuvre à mettre en évidence cette supercherie dans son ouvrage. Il n'est point de ciment que le temps ne dissoude.

Né le 11 septembre 1885 à Saint-Malo, Henri Rollin embrasse la carrière maritime et entre en 1903 dans l'armée navale où il est rapidement promu aspirant de deuxième (1905), puis de première classe (1906). Il appartient alors à la division de l'Extrême-Orient et navigue sur le croiseur cuirassé *Chanzy*, appareillé au port de Rochefort. En 1907, il est cité à l'ordre du jour de la division d'Orient et distingué par l'amiral Jaurès. Le 5 octobre 1908, il est nommé enseigne de vaisseau de première classe. Il servira successivement sur le *Cassard*, le *Jaureguiberry* et le *Condorcet*, à bord duquel il rédige, entre 1911 et 1913, *L'Evolution du droit des gens sur mer*, un ouvrage qui annonce déjà ce que sera le conflit avec l'Allemagne.

La guerre éclate alors qu'il est officier canonier sur le *Diderot*. Il rejoint en 1916 l'état-major de la division des flottilles de l'Adriatique basée à Brindisi et prend part à plusieurs expéditions sous-marines dangereuses.

Parallèlement, il développe une activité au sein des services secrets et devient, en 1917, chef du service de renseignements de la marine à Constantinople. Il se charge notamment d'organiser le débarquement d'agents secrets en territoire ennemi.

Son premier commandement, à bord du *Paris II*, date de cette même année. Il est chargé de surveiller la côte turque. Le 13 décembre, son vaisseau est attaqué et coulé, et lui-même, blessé, est fait prisonnier par les Turcs. Tous

les témoignages mettent en avant sa conduite héroïque lors de cette attaque et de sa captivité, attitude qui lui vaudra le respect de ses ennemis, et plus tard la Croix de guerre ainsi que la Légion d'honneur. A partir de 1921, il est placé en congé sans solde et hors cadres pour travailler à la Compagnie des messageries maritimes.

Démobilisé, il entre au *Temps*, quotidien qui deviendra plus tard le journal *Le Monde*, où il s'occupe des rubriques de l'étranger : Perse, pays Baltes, Afghanistan et surtout Russie. En 1920, il est correspondant du journal à Moscou, d'où il écrit une série d'articles sur le début de la révolution. Ses analyses sont développées et mises en forme dans son important ouvrage, *La Révolution russe*, paru en 1931. Il y décèle le premier l'influence de Clausewitz sur Lénine. Son intérêt pour la chose russe demeurera constant. Il publie notamment, en 1934, une série d'articles qui dénoncent les menées des fascistes russes soutenus par Hitler pour entraîner l'Union soviétique dans un conflit au Moyen-Orient.

Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, tout en exerçant une activité d'ingénieur-conseil au service de diverses sociétés industrielles, il poursuit sa collaboration au *Temps* dont il est devenu, en 1925, rédacteur général.

Au moment de la déclaration de guerre, il est rappelé par l'état-major du secteur de défense du Havre où il devient chef du Deuxième Bureau du Centre de renseignements maritimes. Cette nomination laisse supposer que ses activités d'agent secret se sont poursuivies clandestinement pendant l'Entre-deux-guerres. Ses états de service nous apprennent qu'il fit un séjour en Angleterre en 1940 et dirigea la section de surveillance et de documentation à Alger. On ne sait rien de ce séjour en Angleterre, mais tout porte à penser qu'il fut dès cette époque en contact avec la Résistance. En 1941, il est chargé de mission au cabinet de l'amiral de la Flotte, secrétaire d'Etat à l'Intérieur. Il sera ensuite préfet de troisième classe hors cadres puis, en 1942, préfet de première classe et directeur adjoint au secrétariat général pour la police. Pendant ces années, il rend de nombreux services à la Résistance. En 1943, lorsque Pierre Laval revient au pouvoir, il est rayé des cadres et doit

entrer dans la clandestinité, les Allemands ayant exigé sa tête. Il réussit à quitter la France pour Londres où il restera après la guerre, se consacrant à l'étude, c'est-à-dire, pour lui, à la recherche de la vérité. C'était un passionné d'énigmes historiques. Malade, il rentre en France et meurt en avril 1955.

De par son rôle dans les services secrets, la vie d'Henri Rollin demeure entourée de mystères. Mais la lecture de *L'Apocalypse de notre temps*, fruit d'années de recherches et d'expériences actives, suffit à saisir la nature de son esprit : ferme, calme, droit. En 1919, le capitaine de vaisseau Frochot déclarait à propos de l'officier Rollin : "c'est un esprit très mûr et très réfléchi... A un goût très prononcé pour les études graves il joint l'amour de l'action utile."

Son livre sortit des presses le 23 septembre 1939, aux premiers jours de la guerre. Son existence en librairie fut fort brève puisque, dès août 1940, il fut saisi et mis au pilon par les Allemands.

Boris Souvarine¹ aurait naturellement été désigné pour

1. De son vrai nom Boris Konstantinovic Lifsic, Boris Souvarine est né à Kiev en 1895. Sa famille s'installe à Paris en 1897. A 14 ans il gagne sa vie comme ouvrier bijoutier. Il sympathise très tôt avec les idées socialistes et en 1920, il joue un rôle déterminant dans la création du parti communiste français. Membre dirigeant de la Troisième Internationale, il fait parti de la délégation française à son troisième congrès à Moscou en 1921. Il aura des rapports personnels avec toutes les figures historiques de la révolution d'Octobre, sans abandonner pour autant sa lucidité (un rapport soviétique de 1921 fait mention de "l'esprit critique du camarade Souvarine, qui cherchait à étudier toutes choses par lui-même" et de "sa franchise parfois brutale"). Souvarine passera ainsi plusieurs années en Russie, entrecoupées de missions à l'extérieur, jusqu'en 1924, date à laquelle il est exclu du Parti et de l'Internationale pour "indiscipline" (il avait refusé de hurler avec les loups lorsque Trotsky fut attaqué). Sa profonde connaissance de l'appareil communiste, sa probité intellectuelle et son courage firent de lui le premier à ouvrir les yeux et à dénoncer la véritable nature du régime mis en place par Lénine, ce qui lui vaudra d'essuyer les pires calomnies jusqu'à la fin de ses jours. En 1926, il fait publier

présenter la première réédition de *L'Apocalypse de notre temps* en 1991, mais les circonstances ne l'ont pas permis. Dans *Staline, aperçu historique du bolchevisme*, publié en 1935 à Paris,

en France le “testament” de Lénine, qui met en cause Staline. Il ne se paie pas pour autant d'illusions sur Trotsky et, en 1929, il rompt définitivement avec lui. Boris Souvarine a été, et ce très tôt, parmi ceux qui ont voulu et pu discuter la volonté du Parti, prouver qu'en définitive, le Parti n'avait pas toujours raison. Que l'on pouvait avoir raison seul et contre le Parti, car l'Histoire ouvre d'autres voies pour suivre la raison. La diffamation ne tranche pas la question. Il s'est élevé contre la tendance déjà apparue de déifier le communisme, d'en faire une religion, de faire de l'œuvre du maître un évangile. Selon cette conception, les communistes de toute la terre, du présent et des temps futurs, n'auraient plus qu'à répéter mécaniquement des formules, plus ou moins correctement interprétées par des officiants officiels ou officieux, et qui leur éviteraient la peine de penser, d'étudier, de critiquer, de comprendre, de concevoir. Une telle manière de non-penser et de faux-agir a été un danger mortel. En 1931, il fonde avec sa compagne Colette Peignot *La Critique sociale*, dont Georges Bataille fut l'un des principaux collaborateurs. (Le premier numéro de la revue s'ouvre sur une publicité pour *La Révolution russe* d'Henri Rollin.) C'est en 1935 que paraît aux éditions Plon son grand ouvrage : *Staline, aperçu historique du bolchévisme*. Il écrit ensuite de nombreux articles pour *Les Nouveaux Cahiers* ou *Le Figaro*, dont un choix a paru sous le titre *A contre-courant*, aux éditions Denoël en 1985. Le premier, et le seul, il sut déchiffrer les intentions de Staline préparant le pacte avec Hitler. Après la guerre, il s'occupe de l'antenne française de l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam. De 1957 à 1968, il est directeur de la publication de l'Institut : *Le Contrat social*. Raymond Aron, Kostas Papaioannou, Branko Lazitch, entre autres, collaboreront à cette revue. Beaucoup l'accuseront alors de s'être renié. Mais comme le disait Ortega Y Gasset, être de gauche ou être de droite, c'est choisir une des innombrables manières qui s'offrent à l'homme d'être un imbécile ; tous deux, en effet, sont des formes d'hémiplégie morale. De plus, la persistance de ces qualificatifs ne contribue pas peu à falsifier encore davantage la réalité du temps présent déjà bien obscurcie ; car la boucle des expériences auxquelles ils correspondent est bouclée, comme le démontre le fait qu'aujourd'hui les droites promettent des révolutions et les gauches des tyrannies. En 1976, il quitte pour raisons de santé le secrétariat général de

il faisait en effet une analyse déterminante du *Dialogue aux Enfers* de Joly : “Staline n'a évidemment pas lu Machiavel, encore moins l'étonnant *Dialogue aux Enfers entre Machiavel et Montesquieu*, livre anonyme d'un proscrit républicain du second Empire, Maurice Joly, et publié en exil. Mais il a suivi d'instinct la ligne de conduite tracée dans ce manuel ironique de fourberie et de duplicité dont les préceptes se résument en ces quelques lignes quasi littérales : séparer la morale de la politique, substituer à tout droit la force et l'astuce, paralyser l'esprit individuel, tromper le peuple avec des apparences, ne consentir de liberté que sous le poids de la terreur, flatter les préjugés nationaux, laisser ignorer au pays ce qui se passe dans le monde et à la capitale ce qui se passe dans les provinces, transformer les instruments de la pensée en instruments du pouvoir, user sans remords des exécutions sans jugement et des déportations administratives, exiger une apologie perpétuelle de ses actes, enseigner soi-même l'histoire de son règne, avoir une police qui serve de clef de voûte au régime, se faire des fidèles au moyen de rubans et de hochets, ériger le culte de l'usurpateur en une espèce de religion, se rendre indispensable en créant le vide autour de soi, amollir l'opinion au point qu'elle abdique dans l'apathie, marquer partout son nom comme la goutte d'eau creuse le granit, exploiter la facilité avec laquelle les hommes deviennent délateurs, prendre la société par ses vices, parler le moins possible, dire le contraire de sa pensée, en venir à changer même le sens des mots...”

C'est Souvarine qui avait présenté l'historien Boris Nicolaïevski à Henri Rollin, alors à la recherche d'informations du côté russe. Tous trois jouèrent, à des degrés divers, un rôle capital pour empêcher que les archives du Bund, syndicat révolutionnaire juif, ne soient récupérées par les Soviétiques. Ces archives et la bibliothèque d'Henri Rollin, riche de six mille volumes, furent les deux pre-

l'Institut. Il meurt à Paris en 1984. Après sa mort ont paru ses *Souvenirs sur Isaac Babel, Panait Istrati, Pierre Pascal* (éditions Gérard Lebovici, 1985) et *Controverse avec Soljénitsyne* ainsi que *Sur Lénine, Trotsky et Staline* (éditions Allia, 1990).

nières acquisitions, en 1934, de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam.

En 1940, la Gestapo et la Guépéou, opérant conjointement en France, firent main basse sur la bibliothèque, les archives et la documentation personnelle de Boris Souvarine. Arrêté et emprisonné sur l'ordre des autorités locales françaises, ce dernier ne dut son salut qu'à l'intervention de son ami Henri Rollin, capitaine de corvette, collaborateur de l'amiral Darlan à Vichy.

Cette même année fut établie la "liste Otto" qui recense tous les ouvrages retirés de la vente par les éditeurs ou interdits par les autorités allemandes dans le souci de "contribuer à la création d'une atmosphère plus saine". Etaient visées les publications de réfugiés politiques ou d'écrivains juifs ayant "empoisonné l'opinion publique française". Une deuxième liste fut publiée en 1942. S'y ajoutaient des traductions d'ouvrages français et polonais, des livres écrits par des Juifs et des biographies consacrées à des Juifs. Cette deuxième liste sera suivie d'une troisième concernant les "ouvrages littéraires non désirables en France". Sur toutes ces listes figure, dans la rubrique des éditions de la N.R.F., entre Jacques Rivière et Pascal Rose, l'ouvrage d'Henri Rollin *L'Apocalypse de notre temps*.

En censurant aussi brutalement ce livre les autorités allemandes montraient qu'elles n'avaient pas encore mis en pratique les préceptes de Maurice Joly : "Avec des sociétés nouvelles, il faut employer des procédés nouveaux : il ne s'agit pas aujourd'hui, pour gouverner, de commettre des iniquités violentes, de décapiter ses ennemis, de dépouiller ses sujets de leurs biens, de prodiguer les supplices ; non, la mort, la spoliation et les tourments physiques ne peuvent jouer qu'un rôle assez secondaire dans la politique intérieure des Etats modernes. Il s'agit moins aujourd'hui de violenter les hommes que de les désarmer, de comprimer leurs passions politiques que de les effacer, de combattre leurs instincts que de les tromper, de proscrire leurs idées que de leur donner le change en se les appropriant."

Ces lignes, on ne peut plus contemporaines, qui préfigurent les méthodes modernes de gouvernement de la société marchande, sont tirées du *Dialogue aux Enfers entre*

Machiavel et Montesquieu. A une époque qui se flatte de produire des historiens de l'immédiat et des ouvriers de l'éphémère, nous republions l'étude d'Henri Rollin qui démonte, expose et explique les mécanismes de la désinformation.

Le livre visionnaire de Maurice Joly fut interdit et falsifié par la police. Son auteur, humilié, emprisonné, contraint au suicide, légua à la société un héritage aussi incommode qu'inconfortable, que ce monde après bénéficia d'inventaire a refusé. Celui-ci avait ses raisons et ses intérêts bien compris. La police travaille avec efficacité et intelligence et ne s'est pas trompée sur le choix de ses cibles. En 1992, Michel Bounan notait dans *L'Etat retors* : "Ce procédé, qui consiste à s'emparer d'un texte important, à en changer certains mots, à supprimer quelques phrases, à en intercaler d'autres, permet de conserver la structure d'une analyse politique (dont on sait qu'elle rencontre déjà trop d'esprits disposés à la comprendre), mais d'en modifier la cible et d'entraîner ainsi un courant d'opposition qui risquerait de devenir dangereux, vers des actions inoffensives ou même utiles aux manipulateurs. Il permet de capter les esprits pour les égarer ensuite, il illustre précisément le procédé exposé dans le *Dialogue aux Enfers* : parler toutes les langues afin d'en détourner le fleuve. Maurice Joly a donc été victime de cette manœuvre qu'il avait dénoncée. (...) Ainsi, la falsification policière du livre de Maurice Joly, et le succès médiatique de cette mystification, suffisent à garantir la dangereuse vérité de l'original. Le *Dialogue aux Enfers* n'avait été récemment tiré de l'oubli que pour démontrer la fausseté des *Protocoles* ; alors qu'au contraire c'est l'opération médiatico-policière des *Protocoles* qui prouvent la vérité de Maurice Joly."

L'ouvrage de Joly comme celui de Rollin auront donc connu un destin similaire : il fallut attendre près de quarante ans pour que le *Dialogue* soit de nouveau publié et plus de cinquante ans pour que *L'Apocalypse de notre temps* puisse être lue.

Récemment, au moment du jeûne du Ramadan en Egypte, la télévision proposa un feuilleton populaire à grand succès qui reprenait les propos des *Protocoles* et l'antienne du fameux complot juif mondial. Quand on

demanda à son réalisateur s'il n'était pas gêné de propager les thèses d'un faux notoire, ce dernier se contenta de répondre : "Ce qui compte ce n'est pas que ce soit un faux mais que ce qui y est dit soit vrai." Et les représentants de la chaîne de renchérir : "D'une certaine manière, les Juifs ne dominant-ils pas le monde ?".

Après les années de travail qu'Henri Rollin consacra à démontrer cette falsification historique majeure et la publication de son étude, on aurait pu croire la question définitivement clarifiée. Force est de constater que les pouvoirs en place et leurs organes de propagande savent non seulement utiliser le mensonge comme forme de gouvernement, mais réussissent même à s'accommoder de la vérité, après l'avoir préalablement pervertie.

GÉRARD BERRÉBY

BIBLIOGRAPHIE D'HENRI ROLLIN

Marine de guerre et défense nationale, Paris, E. Guilmoto, 1911.

"Le Blocus dans la guerre de demain" (extrait de la *Revue politique et parlementaire*, oct.-déc. 1913).

L'Évolution du droit des gens sur mer : la contrebande de guerre d'après la déclaration de Londres, Paris-Nancy, M. Imhaus et R. Chapelot, 1914,

"Le Bilan de la Société des nations de 1923", Bruxelles, 1924 (extrait de l'*Eglantine*, 2^e année, n^o 4).

"Perspectives russes", Paris, 1925 (extrait de la *Revue politique et parlementaire*, 10 sept. 1925).

Une nouvelle étape de la révolution russe : le congrès du parti bolcheviste (conférence du 22 fév. 1926).

La Révolution russe : ses origines, ses résultats, Paris, Delagrave, 1931, 2 vol. :

I. *Les Soviets*, II. *Le Parti bolcheviste* Traduction espagnole : Madrid, 1931.

Introduction à *Tempête sur l'Europe* de J. Lovic, Paris, 1932.

"Racisme et catholicisme. I. A propos d'un anniversaire : H. St. Chamberlain "prophète" du racisme. II. Vers une nouvelle réforme" (*Le Temps*, 28 fév. et 4 mars 1934).

"Intrigues germanophiles à travers le monde" (*Le Temps*, 19 août-8 sept. 1934).

Préface à *Six ans à Moscou*, de G. Luciani, Ed. Pierre Picart 1937.

L'Apocalypse de notre temps : les dessous de la propagande allemande d'après des documents inédits, Gallimard, 1939.

INTRODUCTION

A la mémoire de mon petit Yves-Marie.

*Un grand pays de civilisation européenne ne peut
être conquis sans l'aide de discordes intérieures.*

CLAUSEWITZ

N'ÉTANT ni franc-maçon, ni juif, mais catholique, né de parents catholiques aussi loin qu'on puisse remonter, nous n'avons entrepris la présente étude que pour montrer ce que vaut le mythe du mystérieux complot judéo-maçonnico-bolcheviste qui constitue l'argument fondamental de la propagande allemande à travers le monde.

Nous y étions portés par nos travaux précédents. Dans un ouvrage relatif à la révolution russe, nous avons amplement traité la question de la propagande communiste et, au cours de nos recherches, nous avons dû examiner le problème juif auquel on attribuait une importance qui nous parut du reste avoir été considérablement exagérée. A cette occasion, après avoir étudié les mouvements révolutionnaires qui avaient pu exercer une influence sur les dirigeants de la révolution russe, sur Lénine en particulier, nous avons consacré une longue étude au rôle de la franc-maçonnerie dans l'organisation et la direction du soulèvement général qui, en juillet 1789, marqua les débuts de la Révolution française, étude qui nous avait imposé de multiples recherches et nous avait familiarisé avec les questions maçonniques.

Ayant suivi de près la révolution bolcheviste depuis ses débuts, nous ne nous étions pas préoccupé seulement de ses tentatives de diffusion à l'étranger, mais aussi des réactions qu'elle provoquait et nous avons été conduit de la sorte à nous intéresser au fascisme et à l'hitlérisme ainsi qu'aux différentes tendances de l'émigration russe. C'est dans ces conditions que l'assassinat du président Doumer par un réfugié russe, Gorgulov, le 6 mai 1932, nous orienta vers une étude plus approfondie d'une psychose qui se manifestait soudain avec tant d'éclat.

Le geste de Gorgulov dérouta tout d'abord la police aussi bien que l'opinion publique. L'assassin, pensait-on,

ne pouvait être qu'un communiste. Tel fut d'ailleurs le sens du communiqué publié le soir même de l'attentat. On oubliait l'assassinat d'Erzberger, celui de Rathenau, etc. Le président du conseil des ministres de Roumanie Duca, le chancelier d'Autriche Dollfuss, le roi Alexandre de Yougoslavie et Louis Barthou n'avaient pas encore été abattus, le Reichstag n'avait pas encore été incendié, et si l'assassinat du président de la République française se produisait après un premier tour de scrutin qui indiquait une orientation très nette de la nouvelle Chambre vers la gauche, on ne parut guère se préoccuper de pousser les recherches dans un sens qui eût pu conduire à découvrir outre-Rhin des responsabilités au moins morales. N'était-ce pas à tel émigré russe habitant Berlin et publiant sur les rives de la Sprée et sur celles de la Seine un journal de tendances nazies rédigé en russe, *Nabat* (Le tocsin), que Gorgulov s'était adressé pour se faire admettre dans les rangs du parti national-socialiste ? Cet individu ne prévoyait-il pas l'attentat et ne cherchait-il pas à se créer un alibi en adressant au sujet de Gorgulov, la veille même du crime, une lettre qui fut saisie par la police ? En fait, les recherches présentèrent des lacunes que paraissait surtout expliquer une complète ignorance du milieu auquel appartenait psychologiquement l'assassin du président Doumer. Lacunes que devaient mettre en évidence devant la cour d'assises les dépositions de deux des psychiatres, les Drs Génil-Perrin et Rogues de Fursac, ainsi que le réquisitoire du procureur général, M. Donat-Guigue.

Le hasard des recherches que nous poursuivions alors nous avait mis, quelques jours à peine après le crime, en possession de documents singuliers parmi lesquels le programme politique de Gorgulov, intitulé *Programme des nazis verts*, le mémoire justificatif qu'il écrivit la veille de l'attentat, plusieurs de ses œuvres et surtout la collection de *Nabat*, des tracts de la Confrérie de la vérité russe ainsi qu'une série de numéros d'un journal russe publié à Kharbine, le *Rupor* (Le porte-voix). Dans son numéro du 15 avril – trois semaines avant l'assassinat du président Doumer – ce journal, poursuivant la publication d'un roman-feuilleton, donnait la description d'un attentat

contre le président de la République française. Coïncidence étrange, l'auteur de l'attentat imaginé était russe, ses mobiles et ceux de ses complices, exposés dans les numéros précédents, étaient précisément ceux que Gorgulov devait invoquer à l'instruction pour expliquer son acte.

On pouvait se demander si Gorgulov avait eu connaissance de ce feuilleton avant de commettre son crime. En tout cas, un fait était certain : un directeur de journal pensait intéresser ses lecteurs en publiant ce roman à thèse. Loin de craindre que ceux-ci ne le trouvassent ridicule ou odieux, il avait estimé qu'il répondait aux conceptions d'un certain nombre d'entre eux. Il n'était d'ailleurs pas difficile de constater, d'après la lecture de maintes publications éditées à l'étranger, que les idées de Gorgulov, loin d'être celles d'un fou isolé, correspondaient à la mentalité de certains milieux. La lecture des bulletins de l'association terroriste d'extrême droite, la Confrérie de la vérité russe, dont faisaient partie des personnalités aussi connues que le général Krasnov, l'écrivain Amphitéatrov, etc., et que patronait le métropolitain Antoine, le confirmait abondamment. Indiscutablement, on se trouvait en présence d'une psychose éminemment contagieuse qui pouvait conduire aux attentats les plus stupides ou les plus graves et que risquaient d'exploiter des agents provocateurs, psychose dont on retrouve les traits essentiels dans maints attentats commis par la suite, depuis l'assassinat du président Duca par des membres de la Garde de fer roumaine jusqu'aux explosions provoquées aux environs de la place de l'Etoile, le 11 septembre 1937, par des membres d'un groupement anticommuniste français.

L'un des traits caractéristiques de l'assassin du président Doumer était un antisémitisme forcené dont les manifestations éclataient surtout dans le programme qu'il avait fait imprimer pendant son séjour à Prague. Cet antisémitisme présentait un trait commun avec celui des nazis allemands : la croyance à l'existence d'un vaste complot judéo-maçonnique dont la France et l'Angleterre étaient depuis longtemps les instruments et qui mettait en péril la civilisation européenne après avoir provoqué la guerre de 1914, la chute des monarchies russe, allemande et austro-hongroise, l'avè-

nement du bolchevisme, aboutissement fatal des idées libérales. Bref, l'interprétation d'un ouvrage extrêmement répandu, les *Protocoles des Sages de Sion*, telle que la propagant, depuis des années, Hitler et ses disciples.

A la lumière de cette propagande qui rejetait sur les démocraties occidentales la responsabilité de toutes les misères accumulées en Europe, les élucubrations de Gorgulov s'éclairaient et permettaient de comprendre certaines de ses assertions qui accréditèrent l'opinion qu'on ne pouvait avoir affaire qu'à un fou, sa conception du rôle du président de la République par exemple. En réalité, Gorgulov appartenait à un type psychologique que l'influence de la propagande allemande a répandu aussi bien en Europe qu'en Amérique et qui fut celui des exaltés qui exécutèrent Erzberger et Rathenau.

Frappé de ces constatations, nous avons publié, quelques jours avant la comparution de Gorgulov devant la cour d'assises, une étude que cita largement le procureur général dans son réquisitoire et dans laquelle nous soulignons le danger de cette contagion de la psychose hitlérienne et les menaces qu'elle faisait planer sur la France. L'avènement au pouvoir de Hitler, en 1933, et l'extension inouïe donnée à la propagande nazie nous conduisirent à reprendre nos recherches et à nous intéresser particulièrement au "document", les *Protocoles des Sages de Sion*, qui nous apparaissait constamment comme le fourrier de cette propagande et sa base essentielle. Le nombre et souvent la qualité des victimes de ce livre singulier sont si stupéfiants qu'il était intéressant, nous a-t-il semblé, de montrer dans quelles conditions ce vulgaire plagiat avait été rédigé. Démasquer la colossale mystification de la propagande nazie nous parut, en effet, le meilleur moyen de contribuer à en atténuer les effets, et de collaborer à l'œuvre d'union nationale qui s'impose devant les dangers dont nous sommes menacés.

A vrai dire, nos recherches auraient été grandement facilitées si les archives de l'U. R. S. S. étaient accessibles ; si même, simplement, il était possible de faire venir les ouvrages publiés à Moscou. L'influence de la fameuse Union du peuple russe sur la formation de l'idéologie nationale-socia-

liste a été trop grande, les archives de l'ancienne police impériale russe contiennent trop de renseignements sur les personnages mêlés à la fabrication des *Protocoles des Sages de Sion*, pour qu'on ne regrette pas les difficultés auxquelles on se heurte dès qu'il s'agit de sources russes.

En 1934, à l'occasion du procès intenté par la communauté israélite de Berne à des membres du Front national suisse qui avaient répandu les *Protocoles*, le gouvernement soviétique, à la demande de l'un des experts, avait communiqué au tribunal de Berne certains documents conservés aux anciennes archives impériales, à celles de l'Okhrana surtout. Nous avons pu en avoir connaissance grâce à des relations personnelles, mais il nous a été impossible d'avoir communication d'autres pièces, et même de nous procurer un ouvrage qui devait contenir certains documents et dont la publication à Moscou nous avait été annoncée.

A moins que le gouvernement soviétique craigne de froisser les convictions du Führer-chancelier, on ne peut s'expliquer ces difficultés que par des lacunes d'organisation ou cet amour du secret, cette méfiance innée qui ont caractérisé de tout temps les dirigeants russes.

Par contre, l'extrême obligeance d'un savant émigré russe, M. Boris Nicolaïevski, actuellement directeur de la succursale parisienne de l'Institut international d'histoire sociale, fondé à Amsterdam par M. le professeur Posthumus, nous a permis de combler bien des lacunes en mettant à notre disposition de très rares publications russes relatives à l'ancienne police impériale. Aussi tenons-nous à lui en exprimer ici toute notre gratitude.

D'une façon générale, nous n'avons utilisé que des documents d'une authenticité indiscutable provenant des archives des principaux Etats européens ou des Mémoires d'acteurs ou de témoins des faits que nous relatons. Toutefois, dans la partie de cet ouvrage consacrée à la propagande nippo-italo-allemande dans certains pays, tout en utilisant surtout les tracts et bulletins publiés par les organismes chargés de cette propagande, nous avons dû avoir recours aux informations de presse. Il peut en résulter des erreurs de détail par suite des conditions mêmes dans lesquelles ces informations sont recueillies et publiées :

nécessité de les transmettre rapidement, coupures imposées par la place plus ou moins large dont disposent les journaux qui les reproduisent, démentis passés inaperçus, etc., sans parler de la difficulté de se procurer, par suite de leur prix élevé, toutes les publications étrangères qui pourraient être utiles.

Quoi qu'il en soit, nous espérons avoir réuni une documentation suffisante pour éclairer certains dessous de cette guerre secrète qui n'a jamais cessé de se poursuivre dans l'ombre et dont l'importance n'a fait que croître avec le temps.

Le jour même que nous corrigions les dernières épreuves de cet ouvrage, le 27 juin, le président du conseil, M. Daladier, soulignait devant la Chambre des députés la gravité du problème posé par l'activité des propagandes étrangères en France. Après avoir rappelé "qu'à nos frontières trois millions d'hommes avaient été rappelés ou incorporés sous les drapeaux", tandis qu'"une activité fébrile de fabrication de matériel de guerre" se manifestait dans les usines, et que "depuis vingt années la situation de l'Europe et du monde n'avait jamais été aussi délicate et aussi grave", il ajoutait :

"Pendant que tous ces événements se poursuivent à nos frontières, nous assistons, à l'intérieur du pays, à une propagande active dont le lien avec des influences étrangères est maintenant démontré.

Il s'agit de dissocier l'unité française, de faire apparaître dans le bloc des énergies françaises, qui est la garantie la plus efficace de la paix de l'Europe, une fissure à travers laquelle pourraient passer toutes les intrigues et toutes les manœuvres.

Il s'agit, tantôt en prenant comme véhicules des querelles religieuses ou des préjugés raciaux, tantôt en exploitant les vieux levains de rivalité avec la Grande-Bretagne, d'une part, de dissocier les Français et, d'autre part, de rompre cette solidarité de la France et de l'Angleterre, sans laquelle il n'y aurait pas, je crois, grand espoir pour les libertés du monde.

Nous avons pu ouvrir des informations. Nous avons pu procéder à diverses perquisitions et nous avons, en effet, cette conviction qu'il y a eu une tentative d'envelopper la France dans les filets de la ruse, de l'espionnage et pis encore... Nous sommes résolu à empêcher que les énergies françaises se trouvent ainsi dissociées...

S'armer, s'unir, veiller, voilà le devoir."

Nous ne pouvons trouver meilleure confirmation de l'utilité de nos recherches.

Paris, le 28 juin 1939.

CHAPITRE PREMIER

DU TESTAMENT DE PIERRE LE GRAND AUX PROTOCOLES DES SAGES DE SION

Les progrès de la démocratie et le succès des apocryphes politiques. – Le Testament de Pierre le Grand. – Drumont, adversaire de l’alliance franco-russe. – Ses attaques contre la Russie à l’occasion du premier voyage en France de Nicolas II et de l’impératrice Alexandra. – La Libre Parole et le Testament de Pierre le Grand. – Le Testament et les adversaires du pacte franco-soviétique. – Les origines du Testament. – Son auteur. – Le Mémoire du général Tanaka. – Les Monita Secreta et les ambitions attribuées à la Société de Jésus. – Les Protocoles des Sages de Sion, plan de domination mondiale judéo-maçonnique. – Leur publication à Moscou. – L’opposition de la censure impériale. – Les interventions d’une demoiselle d’honneur de l’impératrice. – L’extraordinaire diffusion des Protocoles à la suite de la révolution bolcheviste. – Parmi les armées blanches. – Leur apparition en Allemagne. – Ford les révèle à l’Amérique. – En Angleterre, le Morning Post dénonce “la cause du trouble mondial”. – Le Times s’inquiète de la pax judaica annoncée par les Protocoles. – En France, les éditions foisonnent. – Traductions en polonais, roumain, hongrois, suédois, espagnol, chinois, japonais, arabe, etc. – Coup de fouet donné à la diffusion des Protocoles à la suite de l’avènement du III^e Reich.

A MESURE que les peuples étaient appelés à exercer une influence de plus en plus grande sur la politique intérieure et extérieure des Etats, à mesure que leur collaboration totale et leur dévouement aveugle devenaient de plus en plus indispensables à la conduite des guerres, la propagande, le “bourrage de crânes” pour employer l’expression pittoresque que fit naître son exagération, était destinée à jouer un rôle de plus en plus considérable.

Pour exciter les passions des milieux dirigeants, pour galvaniser les masses ou semer des germes de division chez un adversaire, on a souvent utilisé des documents fort habilement truqués et parfois impressionnants. Tels le *Testament de Pierre le Grand*, les *Protocoles des Sages de Sion*, le *Mémoire du général Tanaka*.

Depuis Napoléon, à chaque fois que la Russie s’est trou-

vée en conflit avec quelque puissance de l'Occident, hommes d'Etat et journalistes, historiens et romanciers, ont invoqué le *Testament de Pierre le Grand* pour dénoncer le plan grandiose d'asservissement de l'Europe aussi bien que de l'Asie, que poursuivrait inlassablement la Russie malgré ses défaites, malgré ses crises financières et ses famines, malgré ses révolutions même.

Pendant la guerre de Crimée, on avait été jusqu'à l'utiliser sous forme d'affiches largement répandues dans toute la France. Il reparut plus tard au cours des polémiques suscitées par l'alliance franco-russe. Drumont, entre autres, l'utilisa, en 1896, dans *La Libre Parole*, pour appuyer sa campagne contre la Russie en général, contre les emprunts russes en particulier.

Les temps n'étaient plus où le marquis de Morès, l'ami et le collaborateur de Drumont, recueillait les confidences imprudentes de l'ambassadeur de Russie à Paris, M. de Morenheim, d'après lesquelles les adversaires de l'alliance franco-russe, Clemenceau en particulier, étaient à la solde des juifs et des Anglais, tandis que Drumont disait de Cornélius Herz :

“Comment cet aventurier, arrivé à Paris sans ressources, put-il subventionner des journaux, soutenir des comités électoraux... L'explication qu'ont donnée jadis quelques journaux semble plausible et il est possible que Cornélius Herz ait été le chef du service d'informations, qui fonctionne à Paris pour le compte de l'Allemagne ¹.”

En septembre 1892, une première brouille était survenue entre l'ambassade de Russie et Drumont. *La Libre Parole* avait mis en fort mauvaise posture M. de Morenheim, en publiant des propos que celui-ci avait tenus à M. de Morès. Le collaborateur de Drumont révélait également qu'à plusieurs reprises M. de Morenheim avait “sollicité” son concours et celui de ses amis. En particulier, affirmait-il, c'était “pour être agréable à l'ambassadeur” et “créer un courant d'opinions” qu'il avait violemment attaqué Clemenceau au cours d'une réunion publique organisée dans ce but au Tivoli-Vauxhall ².

1. Édouard Drumont, *La Fin d'un monde*, Paris, 1889, pp. 278-279.

2. *La Libre Parole* du 2 septembre 1892.

Si le marquis de Morès ne mit pas à exécution sa menace de publier d'autres conversations du trop confiant ambassadeur, Clemenceau, par contre, ne laissa pas échapper une aussi belle occasion d'opposer son attitude à celle des anciens protagonistes de l'alliance franco-russe, et d'infliger à M. de Morenheim une leçon d'autant plus cuisante qu'à cette époque l'ambassadeur du tsar, sentant qu'à Saint-Petersbourg on doutait de sa probité, s'efforçait de discréditer la France dans ses rapports officiels ³.

3. Dès la publication de la lettre du marquis de Morès à Drumont, Clemenceau avait écrit à l'ambassadeur pour protester. N'en recevant pas de réponse, il communiqua à l'Agence Havas la lettre qu'il adressait à M. de Morenheim :

“Dans une lettre rendue publique, écrivait-il, M. de Morès affirme que vous lui avez tenu les propos suivants : “Nous ne savons avec qui traiter ici ; une grande partie des fonctionnaires publics et toute la presse sont entre les mains des juifs et des Anglais ; je n'ai pas d'argent pour lutter et les Anglais prodiguent le leur. Clemenceau attaque ouvertement dans les couloirs de la Chambre l'alliance franco-russe ; je suis très inquiet, je ne sais sur qui m'appuyer.”

Il n'est besoin de relever dans ces paroles que ce qui me concerne.

Je ne puis – en raison de votre qualité – vous laisser attribuer un tel langage – confirmé par votre silence – sans vous déclarer que vos renseignements sont inexacts.

Lorsque le tsar s'est levé pour entendre la Marseillaise, j'ai ressenti, comme tous les Français, une légitime fierté de cet éclatant hommage à mon pays. Devant l'Europe attentive, la France a mis, ce jour-là, loyalement la main dans la main qui lui était tendue.

Ce que seront les conséquences de l'acte de Cronstadt, il ne m'appartient pas de le discuter avec vous, monsieur l'ambassadeur, mais ce que je puis dire, c'est que personne ne souhaite plus ardemment que moi qu'elles soient bonnes pour les deux peuples et par conséquent pour l'Europe.”

Le baron Alphonse de Rothschild, dont la banque avait également été mise en cause par Morès, s'adressa, de son côté, au président du conseil qui, après enquête, déclara que les allégations attribuées à l'ambassadeur de Russie au sujet de la maison de Rothschild ne reposaient sur aucun fondement.

Par ailleurs, les documents diplomatiques allemands montrent à quel point le prestige de l'ambassadeur fut atteint par le coup que lui avaient porté Morès et Drumont.

En 1893, Morès puis Drumont avaient dû avouer que, tout antisémites acharnés qu'ils fussent, ils n'avaient pas craint, grâce à l'intervention obligeante de l'ancien préfet de police Louis Andrieux, de "taper" de 20 000 francs ce juif trop fameux qu'était Cornélius Herz, le grand distributeur des fonds secrets du Panama ⁴.

En automne 1896, au moment du premier voyage de Nicolas II à Paris, Drumont, de farouche défenseur de l'alliance franco-russe et des emprunts de M. Witté, en était devenu l'un des adversaires les plus acharnés. Alors qu'il avait reçu jadis l'appui admiratif du chef de la police impériale à Paris, Ratchkovski, il ouvrait maintenant les colonnes de *La Libre Parole* aux doléances des révolutionnaires russes qui se plaignaient des interrogatoires et des perquisitions auxquels ils étaient soumis à la veille de l'arrivée du tsar ⁵. La participation de la police secrète impériale à ces "tracaseries" l'indignait particulièrement. Le 1^{er} septembre, dans un éditorial, intitulé "Vive la Pologne, Monsieur !", le pamphlétaire exhalait son indignation :

"C'est un nouveau document sur l'histoire contemporaine que ces perquisitions préventives opérées chez les réfugiés russes. Cela marque une date, une étape, un changement dans les manières de voir et de sentir."

Drumont avait sans doute la mémoire courte. Il oubliait la plaidoirie retentissante de M^c Millerand dans l'affaire des nihilistes de Bondy en 1890, à une époque où le chef de la police russe conviait les Français à se grouper autour du futur directeur de *La Libre Parole*, tandis que celui-ci vantait les avantages de l'alliance franco-russe et l'excellence des emprunts russes. Sans être arrêté par des souvenirs aussi lointains, il tonnait :

"Au temps de la Sainte-Alliance, la France était un foyer de libéralisme ; depuis que nous avons pour ministres ou pour ambassadeurs d'anciens membres de

4. Le 7 août 1893, le marquis de Morès publia dans *Le Figaro* le récit de la visite qu'il fit, en compagnie de Drumont, à Cornélius Herz, en 1891, récit confirmé par la version qu'en donna ensuite Drumont dans *La Libre Parole*.

5. *La Libre Parole*, numéros du 29 août, du 1^{er} et du 5 septembre 1896.

la Commune [allusion à M. Barrère], la France est devenue une succursale de la III^e Section [la police russe]... Aujourd'hui, nous ne traitons plus qu'avec les préfets de police et les détectives des grandes capitales [Ratchkovski et ses agents] qui daignent nous autoriser à leur communiquer nos dossiers."

Par ailleurs, *La Libre Parole* s'étendait longuement dans ses informations quotidiennes sur les mesures de précautions prises en prévision du séjour du tsar, sur de prétendus complots découverts à cette occasion, etc. En un mot, il semblait qu'elle voulût tout faire pour empêcher ce voyage.

A mesure qu'on approchait du jour que tant de Français attendaient avec une impatience enthousiaste, l'auteur de *La France juive* accentuait ses attaques. Le 28 septembre, il s'en prenait au ministre russe des Finances, Witté, et aux emprunts russes. *La Libre Parole*, en annonçant le 23 juillet l'émission d'un emprunt par les soins de la maison Rothschild, avait souligné que cela accentuait le "caractère philosémite du nouveau tsar" et, rapprochant cette émission de l'annonce du prochain voyage de Nicolas II, affirmait que la France n'avait pas besoin d'"invités payés" pour faire figure dans le monde. Cette fois, Drumont accusait Witté, "marié à une juive et affilié à la bande des financiers cosmopolites", d'avoir "peu à peu entraîné la Russie dans le système juif, malgré les résistances de ce grand honnête homme qu'était Alexandre III". Si Witté avait "inauguré en Russie le système des emprunts à jet continu", la raison, à ses yeux, en était fort simple, c'était que "les juifs sont en effet les seuls à gagner dans ces emprunts qui ruinent la nation dont le crédit semble le plus solide, mais qui procurent à Israël d'énormes commissions ⁶". Et

6. Drumont préconisait un moyen très simple de remédier aux dangers de cette situation. C'était d'écarter les banques de l'émission des emprunts en en chargeant directement les journaux, sans excepter, bien entendu, *La Libre Parole*, qui eût bénéficié, comme ses confrères, des commissions que se réservaient les banques.

"Les emprunts se font, en réalité, par l'intermédiaire de la presse, expliquait-il dans *La Libre Parole*, du 4 septembre 1892 ; les banquiers donnent à celle-ci, pour leurs frais de publicité, une partie de leurs profits. Pourquoi ne pas ouvrir simultanément dans tous les bureaux de journaux une souscription à l'emprunt russe au prix réel d'émission ?"

Drumont, pour riposter aux critiques que lui valaient ses changements d'attitude à l'égard de l'alliance, d'invoquer le témoignage de Cyon – un juif cependant, ancien agent du ministère russe des Finances à Paris qui, après avoir négocié le premier emprunt russe, que Drumont estimait “parfaitement justifié”, menait à Paris une violente campagne contre son ancien chef.

S'il s'en était pris de la sorte à la police russe et au ministre des Finances, Drumont n'avait épargné ni le ministre des Affaires étrangères, ni le tsar, ni même la tsarine.

Le 4 septembre, en effet, la mort du prince Lobanof, ministre des Affaires étrangères de Russie, lui avait fourni le prétexte d'utiliser ce document-massue que lui semblait être le *Testament de Pierre le Grand*. “Le prince Lobanof et le *Testament de Pierre le Grand*”, tel était le titre du premier-Paris signé d'Edouard Drumont, que publiait *La Libre Parole* du 4 septembre 1896.

Le but de cet article était de montrer que ni la personnalité des ministres des Affaires étrangères russes, ni même celle du tsar n'avaient d'importance, et que nos gouvernants n'avaient aucun mérite d'avoir conclu une alliance dont la seule signification était la soumission à l'hégémonie russe d'un pays affaibli – comme jadis la Pologne – par ses divisions intestines.

Au peuple français tout à l'allégresse de ne plus se sentir isolé en Europe et prêt à en exprimer sa reconnaissance enthousiaste tant à ses dirigeants qu'au tsar et à la tsarine, Drumont prétendait montrer qu'il ne s'agissait que d'une capitulation anticipée devant le plan inéluctable tracé par Pierre le Grand et dont le tsar et ses ministres n'étaient que les exécuteurs passifs et soumis.

“Si la politique de la Russie, qui est pourtant d'une logique et d'une suite à frapper les plus aveugles, avait encore des obscurités pour quelques-uns, ajoutait le directeur de *La Libre Parole*, ils sauraient à quoi s'en tenir en lisant le *Testament de Pierre le Grand*, que le chevalier ou la chevalière d'Eon apporta au gouvernement français comme M. de Mondion devait apporter plus tard les fameux documents bulgares.

Je trouve cette pièce dans l'*Histoire de l'Eglise* de l'abbé Darras. Vous devinez bien que Bourgeois ne lira jamais une histoire de l'Eglise, surtout quand elle contient tant de volumes : c'est pourquoi il a été ministre des Affaires étrangères sans connaître le *Testament de Pierre le Grand*.”

Pour en “indiquer le sens”, Drumont reproduisait le préambule et quelques passages du célèbre document :

“Au nom de la Très Sainte et Indivisible Trinité, Nous, Pierre I^{er}, à tous nos descendants et successeurs au trône et gouvernement de la nation russe.

Le Grand Dieu, de qui nous tenons notre existence et notre couronne, nous ayant constamment éclairé de ses lumières et soutenu de son divin appui, me permet de *regarder le peuple russe comme appelé à la domination générale de l'Europe*. Je fonde cette pensée sur ce que les nations européennes sont arrivées, pour la plupart, à un état de vieillesse voisine de la caducité, ou qu'elles y marchent à grands pas ; il s'ensuit qu'elles doivent être facilement et indubitablement conquises par un peuple jeune.”

Drumont citait encore le passage du *Testament* relatif aux procédés recommandés pour subjuguier la Pologne.

“Diviser la Pologne en y entretenant le trouble et des jalousies continues ; gagner les puissants à prix d'or ; influencer les diètes, les corrompre afin d'y avoir action sur les élections des rois, y faire monter ses partisans, les protéger ; y faire entrer les troupes russiennes et y séjourner jusqu'à l'occasion d'y demeurer tout à fait.

Si les puissances voisines opposent quelques difficultés, les apaiser momentanément jusqu'à ce qu'on puisse reprendre ce qui aura été donné.”

Pour qu'on ne puisse douter que Nicolas II et ses représentants à Paris ne faisaient qu'appliquer à la France ces procédés traditionnels, l'auteur de *La France juive* concluait :

“Que voulez-vous que fasse, pour s'opposer à cette hégémonie de la Russie, un peuple comme le nôtre, qui est divisé par les querelles intestines, qui est usé par le bien-être ?”

Telle était la “raison décisive” pour laquelle l'alliance russe revêtait un caractère “obligatoire et fatal”. Anticipant sur les accusations qui devaient se répandre au cours de la guerre de 1914-1918, Drumont ne manquait pas d'utiliser encore le *Testament de Pierre le Grand* pour rappeler l'origine allemande de la tsarine dont la France s'appropriait à fêter la visite. N'y trouvait-on pas cette règle impérative :

“Prendre toujours les épouses des princes russes parmi les princesses d'Allemagne pour multiplier les alliances de famille, rapprocher les intérêts et unir d'elle-même l'Allemagne à notre cause en y multipliant notre influence ?”

Dans ses autres articles, le pamphlétaire ne ménageait pas davantage Nicolas II. Il lui reprochait “de n'avoir point hérité des sentiments généreux de son père et exercé l'influence conquise à nos dépens dans le sens de la justice et de l'humanité”. L'opposant à Alexandre III, “le tsar antisémite”, *La Libre Parole* trouvait opportun d'exhumer un entrefilet de la *Jewish Chronicle* qui s'était félicitée, lors du couronnement, de constater que Nicolas II paraissait beaucoup plus favorable aux juifs que son père, et avait souligné “le caractère remarquablement exempt de tout esprit sectaire du manifeste du tsar ainsi que de la liste des honneurs accordés à cette occasion”, attitude qu'avait confirmée l'attention “inusitée” de remplacer la croix par une médaille d'or dans les décorations remises à cette occasion à des rabbins, celle de Saint-Stanislas en particulier. En un mot, si *La Libre Parole* n'allait pas jusqu'à présenter le tsar comme un *jid*, ses lecteurs pouvaient le ranger parmi les judaïsants, voire même les *chabés-goï*, ces chrétiens que les juifs utilisent pour les emplois qu'ils ne peuvent ou ne veulent remplir eux-mêmes ⁷.

S'il s'efforçait de discréditer dans l'esprit de ses lecteurs le tsar et la tsarine, Drumont ne procédait toutefois que par insinuation, tandis qu'il lâchait la bride à toute sa verve de pamphlétaire pour couvrir de boue celui qui allait les recevoir au nom de la France et qu'il appelait le “paon de l'Elysée”. Dans son éditorial du 27 août intitulé “Félix I^{er} et Nicolas II”, il attaquait avec une violence inouïe le président de la République et Mme Félix Faure. Ne lui trouvant d'autre titre à représenter

7. L'expression *chabés-goï* (étranger du sabbat) dont il est fait un si large usage dans la littérature antisémite provient du fait que, par respect pour le repos du samedi, jour du sabbat, les israélites employaient ce jour-là des non-juifs pour les travaux domestiques.

la France que des “quartiers d'infamie” au lieu de quartiers de noblesse, il attribuait, entre autres amabilités, à “la soif d'ostentation de ce bellâtre enrichi par son mariage”, les préparatifs faits pour recevoir nos hôtes. Nul doute que si *La Libre Parole* fût tombée sous les yeux des souverains, ils eussent été convaincus qu'ils allaient être accueillis par un forban grotesque ⁸.

Par ailleurs, *La Libre Parole* s'efforçait de donner l'impression que la France était à la veille de bouleversements sociaux, thèse qui appuyait singulièrement les arguments que le gouvernement allemand s'efforçait à faire valoir à Saint-Petersbourg depuis des années pour contrecarrer le rapprochement franco-russe. Le 4 octobre – deux jours avant l'arrivée du couple impérial – *La Libre Parole* prétendait montrer qu'en s'adressant aux Rothschild, pour placer ses emprunts aussi bien qu'en leur permettant d'exploiter des terrains pétrolifères à Bakou, le gouvernement russe contribuait à attiser le feu qui couvait en France.

“L'heure viendra, affirmait-elle, où chacun s'apercevra que le parasite accumule des milliards alors que tous s'appauvrissent ; que le producteur se ruine

8. Drumont en fut du reste pour ses frais d'injures. Félix Faure fit sur l'empereur une impression qui contrastait singulièrement avec celle que lui laissaient ses rencontres avec Guillaume II.

“Si désagréable que cela puisse être, nous sommes obligés de le laisser porter l'uniforme de notre marine, écrivait Nicolas II à sa mère en août 1897, à propos du Kaiser, surtout depuis qu'il m'a nommé capitaine de vaisseau dans sa marine et que, ce qui est pire, j'aurais à le saluer comme tel à Cronstadt. C'est à vomir !”

Par contre, le 27 août, il confiait à l'impératrice-mère la “forte impression” produite par Félix Faure dont la réception avait dépassé toutes les espérances et il ajoutait : “Toute la famille a aimé Faure et vraiment il est stupéfiant [de constater] avec quelle aisance et quel succès il a fait face aux situations plutôt difficiles devant lesquelles il s'est trouvé placé par suite de sa position.

Il s'est montré si plein de tact, si aimable avec chacun de ceux qui lui furent présentés ; il a témoigné d'un tel intérêt pour chaque chose et fait preuve de tant de connaissances, qu'il a laissé une impression véritablement excellente dans l'opinion de tous...” (*The Letters of Tsar Nicholas and Empress Marie*, Ivor Nicholson and Warson, Londres, 1937, p. 133.)

ou ne vit plus de son travail quand la spéculation s'enrichit rapidement ; que si tous n'ont plus assez, c'est que quelques-uns ont trop. *Ce jour-là, il y aura de terribles colères* : il sera trop tard pour parler de la révision des fortunes."

Beaucoup plus grave était la campagne, parallèle à celle de Jaurès, que menait Drumont pour obliger le gouvernement français à rompre le silence auquel il s'était engagé et dont Alexandre III avait fait une condition *sine qua non* de l'accord militaire du 4 janvier 1894.

Déjà, en commentant le *Testament de Pierre le Grand*, Drumont s'était plaint que la France n'eut rien obtenu en échange de son concours. Insistant pour que la convention d'alliance fût rendue publique, il avait accusé le ministre de "pousser la servilité et l'absence de patriotisme jusqu'à d'in vraisemblables limites".

Le 5 octobre – la veille même du jour de l'arrivée des souverains russes en France – il revenait à la charge. Tout en reconnaissant qu'à plusieurs reprises, depuis 1870, la Russie avait empêché l'Allemagne de nous attaquer, il affirmait que "seule" elle avait tiré de "sérieux avantages" du rapprochement entre les deux peuples. Aussi se déclarait-il d'accord avec Jaurès pour reprendre la formule du tribun socialiste et exiger du ministère qu'il dise "où en est la France et où il la conduit".

L'attitude de Drumont et de ses partisans n'empêcha pas la France de faire aux souverains un accueil fantastique. L'auteur de *La France juive* pourtant ne désarma pas, et ce fut pour lui une véritable joie de revenir à la charge lorsque, le 21 novembre, M. Millerand, député socialiste de la Seine, soutenu par Jaurès, interpella le ministre des Affaires étrangères, M. Hanotaux, en le sommant de déclarer "où nous allons, où nous étions arrivés, quelle était notre situation vis-à-vis de la Russie".

Tenu par nos engagements, le ministre ne put qu'écouter sans broncher les critiques de ses adversaires et se borner à rappeler les toasts échangés entre le tsar et le président de la République. A *La Libre parole* le lendemain, on dansait la danse du scalp ; et Drumont, triomphant, affirmait qu'il n'y avait pas de traité d'alliance et qu'après cette séance Hanotaux "n'existait plus, ne comptait plus". "Il est fini, vidé", concluait-il.

En réalité, le silence d'Hanotaux en dépit des critiques de Millerand et de Jaurès, des insultes de Drumont, sauvegardait cette alliance qui allait permettre, en 1914, la victoire de la Marne en retenant en Prusse-Orientale les corps d'armée qui firent défaut au commandement allemand pour pousser à fond la marche sur Paris.

L'utilisation du *Testament de Pierre le Grand* par Drumont est d'autant plus curieuse que l'auteur de *La France juive* se vantait de n'accueillir qu'avec la plus grande circonspection tous les documents qu'on pouvait lui présenter. "Je passe mon temps à dire à mes collaborateurs : Faites attention ! Soyez défiants !" assurait-il le 3 novembre 1896, en signalant, l'un des premiers, l'inoubliable mystification des *Mémoires* de Diana Vaughan, machination stupéfiante du "Syndicat Léo Taxil & Cie", ce "syndicat de Tartufes", selon ses propres expressions, dont tant de prélats, le pape même, avaient été les dupes.

Pourtant, en utilisant le *Testament de Pierre le Grand*, Drumont lui-même avait été mystifié par quelque collaborateur facétieux car l'*Histoire de l'Eglise* de l'abbé Darras à laquelle il se référait ne contient rien de semblable, et la fausseté des "documents bulgares" de M. de Mondion auxquels il le comparait avait déjà été établie en toute certitude non seulement par Bismarck en 1887, mais par M. de Cyon, en 1895, dans son *Histoire de l'entente franco-russe*, et admise par la victime même, Alexandre III, que notre ministre des Affaires étrangères, M. Flourens, avait lancé dans cette lamentable aventure sur la foi de ses informateurs.

BIEN entendu, la révolution bolcheviste n'a pas manqué de donner au *Testament de Pierre le Grand* un regain d'actualité, et dans *Le Figaro* du 16 septembre 1936, par exemple, on pouvait lire, sous la signature de M. James de Coquet, des extraits particulièrement suggestifs de ce document sensationnel, tandis qu'au Mandchoukouo un conseiller du gouvernement japonais, M. George Bronson Rea, l'utilisait pour montrer que le Japon ne faisait que se défendre contre les plans ambitieux légués par le grand tsar à ses successeurs et que Staline avait fait siens.

M. de Coquet – que nous ne voudrions en rien comparer à Drumont – avait évidemment en vue le rôle que jouait alors la Russie dans les affaires d'Espagne, lorsqu'il reproduisait le début du *Testament de Pierre le Grand* dont s'était déjà servi l'auteur de *La France juive* pour prouver les aspirations de la Russie à la domination de l'Europe.

Il poursuivait cependant cette citation par les lignes suivantes qu'on pourrait beaucoup mieux attribuer à quelque prédécesseur de Gobineau, de Houston Chamberlain, d'Alfred Rosenberg et de Hitler qu'à Pierre le Grand :

“Je regarde l'invasion future des pays de l'Occident et de l'Orient par le Nord comme un mouvement périodique arrêté dans les desseins de la Providence qui a ainsi régénéré le peuple romain par l'invasion des barbares. Ces émigrations des hommes polaires sont comme le flux du Nil qui, à certaines époques, vient engraisser de son limon les terres affaiblies de l'Égypte.

J'ai trouvé la Russie rivière, je l'ai laissée fleuve ; mes successeurs en feront une grande mer destinée à fertiliser l'Europe appauvrie, et ses flots déborderont malgré toutes les digues que des mains affaiblies pourront leur opposer, s'ils savent en diriger le cours.”

Bien entendu, le conseil d'entretenir en Pologne des dissensions mortelles était également reproduit par M. de Coquet comme il l'avait été par Drumont et, sans doute, dans la même intention. Pour terminer, le rédacteur du *Figaro* citait d'autres extraits qui ne pouvaient manquer d'être appliqués au pacte franco-soviétique :

“Il faut proposer séparément et très secrètement à la cour de Versailles, puis à celle de Vienne, de partager avec elles l'empire de l'univers. Si l'une des deux accepte – ce qui est inmanquable en flattant leur ambition et leur amour-propre – se servir d'elle pour écraser l'autre ; puis écraser à son tour celle qui demeurera, en engageant avec elle une lutte dont l'issue ne saurait être douteuse, la Russie possédant déjà en propre tout l'Orient et une grande partie de l'Europe. Si – ce qui n'est point possible – chacune d'elles refusait l'offre de la Russie, il faudrait savoir leur susciter des querelles et les faire s'épuiser l'une par l'autre.”

Fort habilement, M. de Coquet avait omis les passages du *Testament* qui paraîtraient aujourd'hui par trop invraisem-

blables, voire même ridicules, encore qu'on puisse difficilement attribuer à l'influence russe ces sujets de “querelles” que sont les revendications coloniales de l'Allemagne ou celles de l'Italie sur la Corse, la Tunisie et Djibouti, en attendant qu'elle nous réclame Nice, la Savoie et le Tchad.

M. de Coquet se gardait d'ailleurs de tout commentaire. Sans doute pensait-il que ces textes suffisaient. Il se contentait prudemment de citer la conclusion de l'historien Chodzko, auquel il avait emprunté sa version du *Testament* et de ses origines : “Le *Testament de Pierre le Grand* devrait servir de boussole à tous les cabinets européens.”

Si M. de Coquet s'était refusé à mettre les points sur les *i*, un réfugié géorgien, qui, lui aussi, utilisa ces temps derniers le *Testament*, s'en est chargé, assez lourdement du reste, soit qu'il n'ait pas eu les mêmes scrupules ou la même finesse d'esprit, soit qu'il n'ait pas cru pouvoir attribuer à ses lecteurs la subtilité de pensée de ceux du *Figaro*.

L'une des plus curieuses manifestations de ce regain d'actualité que connaît le *Testament de Pierre le Grand* est bien en effet l'article que lui consacrait, en avril 1938, M. E. Pataridzé dans la revue *Prométhée*, “organe de défense nationale des peuples opprimés de l'U.R.S.S. (Caucase, Ukraine et Turkestan)”.

On connaît les desseins que nourrit le III^e Reich à l'égard de l'Union soviétique, on sait l'intérêt que porte le Japon aux émigrés ukrainiens, caucasiens et turkmènes, aussi n'est-il pas surprenant de voir certains d'entre eux utiliser ce document célèbre pour nous persuader de faciliter des entreprises guerrières dont ils attendent leur indépendance. M. Pataridzé ne doute point de l'authenticité du *Testament* et il affirme qu'il est devenu pour les successeurs du grand tsar “le phare de leur politique”, “l'axe autour duquel gravite jusqu'à nos jours toute l'activité politique de la Russie”. Les bolchevistes, assure-t-il, “avant d'assassiner Nicolas II, n'omirent pas de le détrousser de ce testament” dont ils firent “la pierre angulaire de leur propre activité politique”.

“Lénine, en traçant le plan mondial de la révolution communiste, nous affirme M. Pataridzé, ne fit qu'ajouter au panslavisme un autre moyen, plus en rapport avec l'esprit du siècle, pour la domination russe sur l'univers.”

Du reste, en étudiant la politique intérieure et extérieure de la Russie soviétique, il lui apparaît “clairement” qu’elle est “entièrement dictée” par le *Testament de Pierre le Grand* dont Staline et Litvinov ne sont que les “réalisateurs techniques”.

De cette constatation, M. Pataridzé en arrive à conclure :

“Les Etats de l’Europe devraient abandonner l’amitié avec l’Empire russe, et sa défense. Tout au contraire, ils devraient, dans leur intérêt, aider à la dislocation et à la division de cet empire, et cela afin d’écarter le danger qui menacera toujours l’Europe tant que la grande Russie restera penchée sur elle.”

Si on pouvait douter que ce conseil vise surtout la France, il suffirait de remarquer l’aimable avertissement qu’il ne “sera jamais pardonné à la grande nation française” d’avoir oublié, en concluant le pacte franco-soviétique, le passage d’Alexandre 1^{er} sous l’Arc de Triomphe.

Pour terminer, M. Pataridzé rappelait, comme M. de Coquet, le mot de Chodzko :

“Le *Testament de Pierre le Grand* devrait servir de boussole aux cabinets des Etats de l’Europe.” “Jamais, ajoutait-il de peur que nous n’ayons compris, cette boussole n’a manqué aux dirigeants des nations d’Europe autant qu’aujourd’hui.”

M. Pataridzé, comme M. de Coquet, expliquait que l’ambassadeur de France auprès de l’impératrice Elisabeth avait pu se procurer le fameux *Testament* par de “galantes complicités” et le faire parvenir au cabinet de Versailles. Tous deux adoptaient donc la version de l’historien polonais Chodzko qu’avait lancée, en 1838, Gaillardet, l’auteur de *La Tour de Nesles*, qui publia à cette époque les *Mémoires du chevalier d’Eon*. Agent secret de Louis XV, Eon, déguisé en femme, avait pu se faire introduire, selon Gaillardet, auprès de la dévote impératrice, devenir sa “lectrice”, puis son amant, ce qui lui avait donné l’occasion de copier, sur l’original même, le précieux document que l’imprudente souveraine conservait dans ses archives secrètes.

Gaillardet prétendait avoir rédigé les *Mémoires du chevalier d’Eon* d’après “les papiers fournis par sa famille et les matériaux

authentiques déposés aux archives des Affaires étrangères”. Toutefois, vers 1909, un historien très connu, M. Waliszewski, constatait que des Mémoires authentiques du chevalier d’Eon se trouvaient bien aux archives du Quai d’Orsay mais qu’ils n’avaient rien de commun avec ce qu’avait publié Gaillardet, et ne contenaient aucune trace du *Testament*⁹. Cela n’avait rien de surprenant. Gaillardet avait une réputation plutôt fâcheuse. De plus, accusé de plagiat, il avait déjà dû reconnaître, dans sa deuxième édition des *Mémoires du chevalier d’Eon*, qu’il avait souvent lâché la bride à son imagination, encore qu’il maintint ses allégations relatives au *Testament*.

L’intérêt soulevé de nos jours par le *Testament de Pierre le Grand* a fait rebondir la question, et tout récemment M. E. Mogilenski lui consacrait une très longue et très intéressante étude¹⁰. Il démontrait, après nombre d’écrivains d’ailleurs, que ce document était un faux évident, mais surtout il s’efforçait d’établir que le chevalier d’Eon en était réellement l’auteur et non pas Napoléon, comme l’avait prétendu, en 1863, Berkholz dans son ouvrage, *Napoléon 1^{er}, auteur du Testament de Pierre le Grand*, ou encore le général Sokolnicki que Harry Breslau avait mis en cause en 1879 dans la revue *Historische Zeitschrift* en signalant la découverte d’un troisième texte du *Testament* dans les papiers saisis chez un conspirateur polonais, et produits en justice à Cracovie en 1797-1798.

En réalité, le *Testament de Pierre le Grand*, publié pour la première fois en 1812 – à la veille de la campagne de Russie – dans l’ouvrage anonyme d’un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères nommé Lesur¹¹, est bien l’œuvre du général Michel Sokolnicki. Ancien élève de l’école des cadets de Varsovie, Sokolnicki s’était réfugié en France où il avait pris du service. Après avoir été nommé chef d’état-

9. K. Waliszewski, *Pierre le Grand*, Paris, 1909, pp. 604 et suiv.

10. *Le Monde slave*, numéro de juillet 1938, pp. 93-119. Dans la *Revue hebdomadaire* du 30 janvier 1937, M. Mogilenski avait déjà traité ce sujet, en se montrant, il est vrai, moins affirmatif au sujet du chevalier d’Eon.

11. *Les Progrès de la puissance russe*, Paris, 1812. La première édition de cet ouvrage, publiée en 1807, ne contenait pas le *Testament de Pierre le Grand*.

major de la légion du Rhin en 1799, il avait été promu général de brigade en 1802, puis général de division en 1809. Appelé à Paris en 1811, il avait participé aux préparatifs secrets de la campagne contre la Russie, et faisait partie, en 1812, de la maison militaire de Napoléon. Les archives du ministère de la Guerre contiennent maints projets, rapports et cartes, qui témoignent de son activité. En particulier, il soumit à l'empereur un rapport qu'il avait déjà présenté au Directoire, le 28 vendémiaire an VI (19 octobre 1797), et qui contient le texte primitif du *Testament de Pierre le Grand*. Revu et corrigé par l'empereur, puis inséré dans l'ouvrage de Lesur, ce document devait avoir un extraordinaire succès et passer pour authentique, alors que Sokolnicki s'était contenté de donner uniquement comme sources de son œuvre "une méditation de deux années dans les prisons de Pétersbourg, des recherches suivies sur les différentes données morales et physiques des forces de la Russie, les lumières et les renseignements fournis sur ces objets par plusieurs compatriotes et qu'ils ont été à même de puiser dans les archives russes saisies à Varsovie le 18 avril 1794"¹².

Œuvre d'un émigré polonais qui, pour libérer la Pologne, voulait, dès 1797, convaincre les dirigeants français de la nécessité d'une guerre générale dont le but serait la défaite de la Russie pour empêcher qu'elle ne conquît l'Europe, le *Testament de Pierre le Grand* rappelle singulièrement le *leitmotiv* que la propagande nazie n'a cessé de faire entendre depuis 1920, tant en Allemagne qu'à l'étranger, propagande que domine l'utilisation des *Protocoles des Sages de Sion*, cet autre apocryphe dont le succès inouï et foudroyant est dû à quelques émigrés russes qui en révélèrent l'existence aux premiers fondateurs du parti national-socialiste allemand, dans l'espoir de provoquer une croisade contre la nouvelle Russie.

12. C'est à M. Michel Sokolnicki, descendant du général et auteur d'une biographie de son aïeul que l'on doit la publication du texte primitif du *Testament* et l'historique de ce document d'après les archives françaises, celles du ministère des Affaires étrangères en particulier. Voir Michel Sokolnicki, "Le *Testament de Pierre le Grand* (origines d'un prétendu document historique)", *Revue des sciences politiques*, janvier-février 1912.

UN autre faux document mérite également d'être signalé, c'est le *Mémoire du général Tanaka* qui eut en Amérique et en Angleterre un retentissement extraordinaire et y exerce actuellement encore une influence considérable.

Il ne se passe pas de semaine sans que quelque journal américain, anglais, russe ou français, ne l'invoque. Parmi les hommes politiques convaincus de son authenticité, on peut citer M. Pittman, le président de la commission des Affaires étrangères du Sénat américain, qui, récemment encore, citait ce document pour mettre en garde ses compatriotes contre les dangers de l'expansion japonaise. En Angleterre, on a pu voir lord Strabolgi, l'ex-commandant Kenworthy, expliquer qu'en 1926 le Mikado avait invité le général Tanaka, alors Premier ministre, à lui présenter une esquisse de la situation mondiale ainsi que les grandes lignes de la politique à longue échéance qu'il conviendrait de suivre. Une copie de ce rapport, remis en 1927, aurait été dérobée par un traducteur chinois du ministère japonais des Affaires étrangères et serait parvenue au Kuomintang.

"Si ce document est un faux, écrivait lord Strabolgi, c'est certainement un chef-d'œuvre très habile. La réelle audace et la portée de la politique qui y était fixée paraissent, à l'époque, le rendre indigne d'être pris sérieusement en considération, mais pendant ces quatre dernières années les entreprises des états-majors généraux de l'armée et de la marine, avec l'acquiescement du cabinet japonais, se sont déroulées le plus souvent exactement suivant la voie tracée par le plan Tanaka"¹³.

Ce document est en effet fort impressionnant. Dès 1927, il exposait que l'établissement de la domination nippone sur l'Asie devait commencer par la mainmise sur la Mandchourie, se poursuivre en faisant passer sous la tutelle japonaise la Mongolie intérieure et extérieure. Il s'agissait ensuite d'établir le contrôle du Japon sur Shanghai et la vallée du Yang-Tsé puis d'acquiescer sur le gouvernement de Canton une influence telle que la Chine du Sud passât sous

13. *The Nineteenth Century*, numéro de mars 1935. Lord Strabolgi, *Japan and the Pacific*.

le protectorat de Tokyo. Enfin ce serait le tour de l'Indochine, annexée de gré ou de force, avant de s'emparer des Indes néerlandaises et des Philippines pour aboutir à délivrer les Indes de la domination britannique.

Publié d'abord à Shanghai, en anglais, par la revue *China Critic*, le *Mémorandum du général Tanaka* fut réédité, toujours à Shanghai, par la maison d'édition China United Press, puis à New York, sous les auspices du World Peace Movement.

Les universités américaines, les rédactions de journaux, les chambres de commerce, les clubs, les organisations intellectuelles et religieuses furent littéralement inondées d'exemplaires de ce document. M. Ienoukaï, l'ancien président du conseil du Japon, qui succéda au général Tanaka, déclarait d'ailleurs qu'on lui avait assuré que des millions d'exemplaires de ce *Mémorandum* avaient été ainsi répandus à travers le monde.

Alarmé, le ministère des Affaires étrangères du Japon affirma que le document en question était un faux et certains écrivains japonophiles accusèrent Moscou d'en avoir été l'instigateur.

M. George Bronson Rea, conseiller du gouvernement mandchou, compara dans son ouvrage, *The Case for Mandchukuo*, le *Mémorandum du général Tanaka* et les *Protocoles des Sages de Sion*, tout en suggérant l'idée que les Japonais à leur tour pourraient recueillir dans le *Congressional Record* les exagérations de certains présidents et de nombreux représentants américains pour montrer que le destin avait chargé le peuple américain "de la mission sacrée de régénérer l'humanité en envoyant des missionnaires et des professeurs prêcher et répandre le dogme révolutionnaire républicain pour inciter les autres peuples à renverser leurs gouvernements monarchiques ¹⁴". A cela on pourrait même ajouter, remarquait M. Bronson Rea, les citations des politiciens et des écrivains américains les plus exaltés pour montrer les visées secrètes des Etats-Unis sur l'Amérique latine.

14. George Bronson Rea, *The Case for Mandchukuo*, Londres-New York, 1935, pp. 302 et suiv.

De sa comparaison du *Mémorandum du général Tanaka* avec le *Testament de Pierre le Grand*, les *Protocoles des Sages de Sion* et le programme de l'Internationale communiste, M. Bronson Rea concluait que le rapport Tanaka ne pouvait être que de fabrication russe et ne révélait en réalité que les plans de l'Union soviétique en Asie. Cependant, il admettait que, devant la menace que représentait la réalisation constante du *Testament de Pierre le Grand*, dépassé par le programme de révolution mondiale du Komintern, "le général Tanaka avait complètement raison de recourir à n'importe quel moyen pour défendre sa patrie et ne l'eût-il pas fait qu'il se fût montré indigne de conserver les hautes fonctions dont la confiance de son empereur l'avait investi".

Devant le retentissement du *Mémorandum du général Tanaka* que les démentis du ministère des Affaires étrangères ne réussissaient pas à enrayer, le président du conseil, M. Ienoukaï, crut devoir, en 1932, exposer les preuves de la falsification dans une introduction à l'ouvrage de M. K. K. Kawakami, *Japan speaks on the Sino-Japanese Crisis*.

"Le document, écrivait-il, est purement et simplement un faux. L'original japonais dont on prétend qu'il serait une traduction en anglais n'a jamais existé. Le défunt président du conseil Tanaka auquel j'ai succédé comme président du parti Seioukai n'a jamais soumis aucun document de ce genre à l'empereur. Le pamphlet contient plusieurs assertions absurdes qui témoignaient d'une façon concluante de son caractère apocryphe."

M. Ienoukaï affirmait, en outre, que le baron Tanaka n'avait jamais fait le voyage en Europe et en Amérique que lui attribuait le prétendu rapport. De plus, le prince Yamagota, que l'empereur aurait consulté au sujet du traité de Washington, à en croire l'auteur du *Mémorandum*, était mort lorsque ce traité fut conclu.

Par ailleurs, on a fait remarquer que jamais aucun ministre japonais n'a présenté à l'empereur un rapport aussi long et contenant autant de détails sur des questions aussi secondaires que certaines de celles qui y sont traitées, par exemple l'étude des productions de la Mandchourie.

Autre erreur : le *Mémorandum* prétend que la fille du général Fukushima fut envoyée en Mongolie intérieure comme conseiller d'un prince mongol pour y accélérer les progrès de l'influence japonaise. Or, à l'époque indiquée, elle n'avait que quinze ans, n'était jamais allée en Mongolie et poursuivait ses études à Tokyo, à l'école des paireses.

Malgré ces preuves qui paraissent décisives, le *Mémorandum du général Tanaka* ne cesse maintenant encore d'avoir ses fidèles, et les Chinois, encouragés par son succès, ont éprouvé le besoin de multiplier les documents de ce genre soit en chinois, soit en anglais, sans peut-être se rendre compte que cette fabrication en série constituait contre l'authenticité du *Mémorandum du général Tanaka* le plus convaincant des arguments. Après la publication du mémorandum de M. Goto, de celui du général Honjo, du Premier ministre Ienoukaï, des minutes secrètes de la conférence du département colonial, etc., on pourrait penser qu'un scepticisme général accueillerait tous les documents qui prétendraient dévoiler la politique japonaise, même si l'un d'eux se trouvait être authentique. Mais la crédulité de l'opinion publique ne tient jamais compte de l'expérience passée, comme le montre l'accueil qu'ont reçu successivement les multiples documents concernant l'activité du Komintern ou du gouvernement soviétique, sortis de ces véritables usines à faux documents maintes fois démasquées qui n'ont cessé de fonctionner depuis les débuts de la révolution russe, alors que la mystification sensationnelle des "documents américains" d'Edgar Sisson¹⁵ aurait pu inciter à plus de discernement les gou-

15. Publiés en France sous le titre *Le Complot germano-bolcheviste* (Paris, 1920), ces documents avaient été acquis par Edgar Sisson, qui représentait en Russie, pendant l'hiver 1917-1918, l'U.S. Committee for Public Information. Le Foreign Office, auquel ils avaient été présentés tout d'abord, les avait refusés. Le gouvernement américain, plus crédule, les acheta et les fit publier. "Ces documents, affirmait l'introduction à l'édition américaine, établissent que Lénine, Trotski et consorts sont des agents allemands, que la révolution bolcheviste a été préparée par l'état-major allemand et soutenue financièrement par la Reichsbank, que des

vernements ou les hommes politiques qui se sont laissés duper par la suite de même façon.

SI le *Téstaement de Pierre le Grand* et le *Mémorandum du général Tanaka* ne visaient qu'un pays, d'autres apocryphes ont une portée plus générale, tels sont les *Monita Secreta* et les *Protocoles des Sages de Sion*.

De multiples pamphlets, surtout au XVIII^e siècle, ont été écrits contre la Société de Jésus, maintes fois accusée de viser à "commander l'univers", de vouloir gouverner "despotiquement" tous les hommes, les rois même, transformés en "instruments forcés et mécaniques" de sa volonté, et cela par tous les moyens, même les plus répréhensibles – le régicide en particulier. Mais, de tous ces pamphlets, il en est un qui a pu échapper à l'oubli au point qu'en 1939 on le répand encore sous forme d'édition populaire d'un prix modique : un franc cinquante. Ce sont les *Monita Secreta*.

"Les *Monita Secreta* ou *Instructions secrètes des Jésuites*, déclare l'avertissement qui accompagne cette édition, ont été publiées pour la première fois à Cracovie en 1612. D'autres éditions suivirent : celle de Paderborn en 1661, et, en France, celles de 1718, 1819, 1824, 1845, 1861, 1867, 1876, enfin celle publiée en 1901 chez Cornely. Toutes sont introuvables aujourd'hui.

Le texte que nous publions est celui qui a été collationné sur le manuscrit du Père Brothier, dernier bibliothécaire des Jésuites de Paris avant la

officiers allemands devinrent secrètement des conseillers militaires du gouvernement bolcheviste, reçurent des commandements dans l'armée russe et furent nommés aussi bien à la direction de la politique intérieure et extérieure que du ministère de la Guerre du gouvernement bolcheviste, etc., etc." En un mot, Lénine et son gouvernement n'agissaient que "dans l'intérêt exclusif du gouvernement impérial allemand".

Comme l'a fait remarquer récemment M. John W. Wheeler Bennett (*Brest-Litovsk, the Forgotten Peace*, Macmillan, Londres, 1938), la publication de ces documents exerça une influence considérable sur la formation des légendes qui entourent encore la conclusion de la paix de Brest-Litovsk et qui pèsent toujours sur les relations de l'U.R.S.S. avec les anciens alliés de la Russie impériale.

M. Edgar Sisson a raconté l'histoire de ces documents dans *One Hundred Red Days*, New Haven, 1931.

Révolution. Il est conforme au manuscrit authentique des archives de Belgique, au Palais de justice à Bruxelles.

Catalogué sous le numéro 730, il provient d'un collègue du Limbourg hollandais où il fut saisi lors de la suppression des Jésuites dans les Pays-Bas, en 1773."

En réalité, cet ouvrage fut bien publié en latin à Cracovie en 1612, sous le titre *Monita privata Societatis Jesu*. L'éditeur affirmait qu'il avait traduit ce "document authentique" sur l'original espagnol, mais le savant bibliographe allemand Mylius établit, dans son second volume de la *Bibliotheca Anonymorum*, que l'auteur de ce pamphlet n'était autre qu'un prêtre polonais, Jérôme Jawrowski, chassé de la Société de Jésus l'année précédente, en 1611. Barbier, qui n'aimait guère les Jésuites, n'a du reste pas hésité à déclarer, dans le tome III de son *Dictionnaire des anonymes et pseudonymes*, que les *Monita* étaient apocryphes.

D'ailleurs, dès le 15 juillet 1615, l'évêque de Cracovie, Pierre Tillicki, avait ouvert contre Jawrowski une procédure juridique que confirmait le 14 novembre suivant le nonce à Varsovie. Le 20 août 1616, le nouvel évêque de Cracovie, André Lipski, rendait un jugement condamnant l'écrit en question comme "libelle diffamatoire". A Rome, la congrégation de l'Index le déclarait à son tour "faussetment attribué à la Société de Jésus, plein d'inculpations calomnieuses et diffamatoires", et ordonnait que "désormais il ne fût plus permis à qui que ce soit de vendre, lire ou garder chez soi ledit livre".

En dépit de son avertissement, ce n'est ni le texte espagnol soi-disant original, ni même le texte latin de la première édition – celle de 1612 – qu'a utilisé l'éditeur des *Instructions secrètes* publiées par l'*Acacia* et actuellement mises en vente rue Cadet. Il s'est contenté de copier le texte français de l'édition datée de 1661, dite édition de Paderborn, et publiée sous le titre : *Advis secrets de la Société de Jésus, traduits du latin et édités à Paderborn*. A cette époque, l'éditeur prenait soin d'expliquer :

"Il y a quelques années un duc de Brunswick qui se disait évêque d'Haberstadt, ayant pillé le collège de Jésuites de Paderborn, fit présent

de leur bibliothèque et de tous leurs papiers aux Pères capucins, qui trouvèrent cette secrète instruction parmi les Mémoires du Père recteur de ce collège." "Quoi qu'il en soit, ajoutait-il, pour peu que l'on ait connaissance de la conduite des Jésuites, on ne saurait douter que les principaux de la Société ne reçoivent de leur Père général de ces sortes d'instructions secrètes puisqu'on voit que leurs pratiques et leurs actions sont parfaitement d'accord avec les avis et les maximes qui sont dans ce petit écrit."

Précaution et argument semblables à ceux qu'ont inspirés les doutes que soulevait l'authenticité du *Testament de Pierre le Grand*, du *Mémorandum du général Tanaka* et des *Protocoles des Sages de Sion*.

En ce qui concerne le pillage de Paderborn, on ne connaît que celui de Christian de Brunswick, en 1622, mais ce ne fut pas "quelques années" avant la publication des *Advis secrets*, car si l'édition fut datée de 1661, elle fut imprimée en réalité en 1761, ainsi que l'assure Barbier dont l'autorité est bien connue de tous les érudits et même des simples bibliophiles. D'ailleurs, l'exemplaire que nous possédons dans notre bibliothèque est relié en reliure de l'époque entre les *Etrennes jésuitiques, ou les Jésuites démasqués*, publiées à Epinal en 1761, et les *Instructions secrètes et dispositions particulières des provinciaux des cinq provinces de France, etc.*, publiées en 1762, pamphlets lancés au cours de la campagne qui précéda, en France, l'expulsion des Jésuites en 1764¹⁶.

Un écrivain catholique regrettait récemment "la crédulité prodigieuse de beaucoup de prêtres et de fidèles" dans l'af-

16. On pourrait relever de nombreuses omissions dans la liste des éditions successives que donne l'avertissement de l'éditeur de la rue Cadet. C'est ainsi qu'il ne cite pas l'édition de 1862, précédée d'une introduction par Ch. Sauvestre, et qui, en 1868, en était à sa sixième réédition et, en 1879, à sa treizième, ni la reproduction *in extenso* faite par Adolphe Michet dans son livre *Les Jésuites*, Paris-Sandoz, 1879 ; ni la publication en feuilleton faite la même année par *La Petite République* à la veille des décrets ; ni l'édition de 1893, "traduction nouvelle et commentaires par Pierre des Pilliers, ancien prêtre et vicaire de Clairvaux, jadis bénédictin supérieur de l'abbaye d'Acéy".

faire Léo Taxil, l'une "des plus fantastiques mystifications que l'histoire ait jamais enregistrées". Mais la mystification de Jawrowski paraît plus fantastique encore et la crédulité des francs-maçons plus prodigieuse, lorsqu'on constate que depuis plus de trois cents ans les *Monita Secreta* ont pu trouver tant de lecteurs aussi naïfs que passionnés et tant d'éditeurs aussi dépourvus de scrupules que de connaissances.

LES *Monita Secreta* prétendaient dévoiler les conseils donnés par le général des Jésuites pour étendre le pouvoir de la Société de Jésus et accroître sa fortune en justifiant toutes les fourberies et toutes les violences. Les *Protocoles des Sages de Sion* en sont, en quelque sorte, la réplique, ou tout au moins le pendant, en ce sens qu'ils prétendent révéler les directives de chefs secrets des juifs et des francs-maçons, et les procédés qu'ils emploient pour parvenir à la domination universelle. Toutefois, on doit reconnaître que les *Protocoles* sont infiniment plus saisissants que les *Monita Secreta*, et d'une portée beaucoup plus vaste.

C'est tout un plan de campagne contre l'ordre de choses établi ainsi qu'un programme de gouvernement, une fois la victoire assurée, qui y sont exposés jusque dans leurs détails.

Dirigés à l'origine contre les monarchies constitutionnelles et les régimes démocratiques, les *Protocoles* expliquent comment les unes et les autres doivent aboutir à une dictature implacable en permettant aux chefs élus d'Israël de s'emparer de l'or et, par l'or, de la presse et de l'opinion publique. Des guerres suivies d'un conflit mondial permettront ensuite à ces chefs mystérieux de hâter l'avènement de leur règne. Ils rejeteront alors les doctrines libérales utilisées jusque-là pour préparer les peuples à accepter leur joug. Ecartant les dirigeants qui n'étaient que leurs instruments, ils assumeront directement et ouvertement le pouvoir pour dépouiller les chrétiens en les maintenant, par la terreur, sous leur joug implacable. Sur les ruines des Etats nationaux s'élèvera alors la République universelle.

La méthode de désagrégation préparatoire des nations consiste à leur injecter, suivant une progression adroitement calculée, les idées qui les feront passer du libéralisme au radicalisme

puis au socialisme, créant ainsi un tel chaos que les peuples eux-mêmes souhaiteront la dictature de ceux mêmes qui, sans qu'ils s'en doutent, leur auront fait parcourir ce cycle fatal.

En résumé, pour atteindre leur but, les Sages de Sion se proposent : de discréditer la religion, de répandre dans la jeunesse des idées subversives, de provoquer et d'entretenir la haine entre les classes sociales, d'encourager le luxe et le vice pour ruiner les élites grevées par ailleurs d'impôts insupportables, d'exciter la fureur des masses par la constatation de la turpitude et de la démoralisation des classes dirigeantes, de développer l'industrie aux dépens de l'agriculture, puis de créer de gigantesques monopoles industriels dans lesquels s'engloutiront toutes les fortunes, de détruire toute stabilité financière, de provoquer et d'entretenir des crises économiques afin de permettre le déclenchement, à l'heure voulue, du cataclysme final d'où sortira la dictature judéo-maçonnique universelle, apportant au monde une paix qui faisait dire au *Times*, lorsque les *Protocoles* firent leur apparition en Angleterre : "Nous n'avons pas échappé à la paix germanique pour tomber dans cette *pax judaica*."

Comme on le voit, le programme des Sages de Sion s'étend à tous les domaines de la vie publique et privée. Aux phénomènes sociaux et économiques dont souffrent tous les pays depuis la guerre et qui déroutent souvent toutes les prévisions de la raison ou de l'expérience, les *Protocoles* apportent une explication. Plus encore, ils indiquent le moyen d'y remédier, ils révèlent les auteurs de ces troubles, et, aux millions d'hommes qu'étreignent les inquiétudes, les angoisses, les souffrances de notre temps, ils apportent le dérivatif d'une haine dont l'assouvissement impitoyable assurerait le retour de la prospérité et de la paix, l'avènement de l'âge d'or.

On conçoit donc leur succès.

Cependant, jusqu'au jour de leur publication en Allemagne, à la fin de 1919, les *Protocoles des Sages de Sion* n'eurent aucun retentissement.

A l'étranger, à de très rares exceptions près, on ne soupçonna pas leur existence, comme on peut s'en rendre compte en compulsant les collections des revues antisémites, en particulier celle de la *Revue internationale des sociétés secrètes* dont le directeur, Mgr Jouin, était cependant, avant la guerre, en relations avec Boutmi qui, l'un des premiers, les publia en russe.